

La ville, objet économique

par Marie-Josèphe CARRIEU-COSTA

Le monde est urbain, et de plus en plus. La condition humaine est, de plus en plus, une condition urbaine.

La ville, aux contours flous et mouvants, mais toujours plus présente, qu'on la nomme mégapole, agglomération urbaine, voire gig@cité, va-t-elle inévitablement se dissoudre dans « son territoire étendu » ou, à l'inverse, va-t-elle se transformer fondamentalement ?

La nommer n'est pas innocent. Quelle est l'échelle pertinente pour penser ses aménagements ?

Comment en saisir toute la complexité : débordements territoriaux, aspiration des villes moyennes, réseaux internationaux, économie mondiale d'archipels, empreinte écologique et ressources ? Chacun de ces termes renvoie à des cultures différentes : patrimoniale, protectrice, technicienne, managériale... alors que les impératifs traditionnels de gestion – logement, infrastructures, éducation, culture – doivent se conformer à ces polyvalences d'usages et de développement, et même les prévoir.

La décentralisation n'a-t-elle pas fait des villes un objet majeur des régulations socio-économiques locales et internationales actuelles, et la société de la connaissance conjuguée avec celle dite « du développement durable » n'a-t-elle pas installé des problématiques complètement nouvelles, de la conception architecturale et urbaine aux responsabilités inédites de gestion collective et de cohérence de champs multiples en nature et en niveaux.

Les dispositifs de responsabilité se superposent et interfèrent, dans de bizarres dépendances, les uns avec les autres, collaborant ou se tétanisant, réduisant les actions et les projets à leurs aires respectives, se concurrençant entre communes, intercommunalités, départements, régions, Etat. Se pose la question de la sauvegarde des intérêts collectifs, des gouvernances opérationnelles et compétitives, des compétences localisables à des échelles et des niveaux pertinents, des qualifications administratives (mais aussi stratégiques), des partages d'intérêts entre public et privé, des positionnements

prospectifs des quartiers à la planète... Connaître, décrypter tous ces systèmes, se les représenter et partager ces représentations pour leur donner des contenus concrets suppose de revoir les dispositifs d'informations et d'analyses et d'inventer les collégialités nécessaires. En l'absence de représentations plus globales d'un monde différent, où s'échangent les savoirs, les idées, les richesses, à travers des réseaux immatériels et intellectuels, les édiles pallient comme ils le peuvent, ou comme ils le savent, ou non, aux déficits apparents de la société qu'ils ont à gérer. Tout cela s'opère dans une certaine continuité de représentations surannées, décalées, parfois même absentes.

Sans parler des poids et des temps du politique, étrangers – et même contradictoires – avec ceux des savoirs et des développements. Les temps de l'action, des réponses de l'opinion, des propos médiatiques, des décisions à prendre obèrent l'importance des enjeux territoriaux. Le territoire urbain et le monde semblent pourtant les deux échelles où se joue l'avenir économique des sociétés.

Face aux défis économiques et sociaux (qui sont largement de l'ordre de connaissances différentes), à des savoirs confrontés et parfois conflictuels, à l'ignorance des repérages des réseaux productifs, pour bouger, organiser, innover et évoluer en « puissance créative », la ville se mue parfois en musée, se visite, polit ses pierres, distribue les espaces, précarise ses citoyens, développe des entre-soi. Même ses caractéristiques intérieures semblent fragilisées : commerces et artisanats franchisés, arbitrages privé/public obscurs, distributions des lieux et organisation des compétences et des potentiels aléatoires, « guerre des lieux » se substituant à la lutte des classes, proximité et connexités... La ville moderne se pense non pas comme un outil économique majeur, porteur d'un bien-être collectif à susciter et à porter, traversé de flux économiques matériels et immatériels, mais, souvent, comme l'espace protégé des citoyens.

Ces vocations d'affranchissement, de stimulations, de projections, de transversalités, de foisonnements, de

complexités et de leur apprentissage, de redistribution de richesses virtuelles et potentielles sont-elles encore dans la ville ? Dans l'aire urbaine, la ville se cherche une identité, s'accroche à son centre et à ses patrimoines, à ses accompagnements sociaux et, ponctuellement, au festif.

La ville offre-t-elle encore un devenir économique et social, et selon quels processus, avec quels acteurs, quelles compétences, quelles gouvernances ? Voilà la question que nous posons ici. Nous la posons, y compris dans les rapports des villes avec l'Etat, les territoires, les régions, mais, toujours, avec le souci de l'avenir économique de ces villes, et des ingrédients de leur attractivité : savoirs, santé, loisirs, culture, innovations, production..., qui les préserveront de leur éventuelle dégradation sociale et écologique et permettront à leur environnement de se développer. L'autarcie, le repliement, le régressif, dans une pénurie croissante de sols, de ressources, d'intelligence, nous ont semblé des possibles suffisamment lourds pour que nous mettions au centre d'un numéro la réflexion d'acteurs divers sur ces environnements éventuellement hostiles.

La ville, cette mal-nommée qui ne sait plus trop ce qu'elle intègre, territoire extensible de la « mégapole », de « la gig@cité », etc., confondue, parfois, avec sa région, n'est-elle pas d'abord à penser comme une entité économique de base cohérente, confluence et irrigation de tous les flux ? La ville, qui va permettre à ses citoyens de travailler, de s'épanouir, d'émanciper leur identité dans des milieux divers, ouvrant les champs de l'innovation, qui décloisonne les projets et les disciplines, qui sert de levier à l'économie de la connais-

ce et du développement durable, et en fait des cultures du développement.

Poser la question d'un objet économique nouveau à développer, c'est poser la question des modes de gouvernance à initier, et aussi, en amont (ce que nous n'avons pas pu faire ici), celle des formations nouvelles à mettre en œuvre pour répondre à toutes ces questions nouvelles, et déjà apprendre à les poser.

Derrière chaque contributeur, on perçoit bien cette absence. Chaque article fait apparaître à la fois la nécessité de qualifications et de cultures nouvelles, mais aussi les décloisonnements à opérer, les analyses à avancer, les globalités à créer, pour donner à la gestion des zones urbaines les pertinences des projets et des perspectives de prospérité, sans lesquelles le bien-être des citoyens ne serait qu'illusoire et temporaire.

Derrière chaque contributeur, la richesse des diagnostics et des analyses montre aussi que la réflexion, les savoirs, sont disponibles, pour être transmis. Peut-on modestement espérer que ce numéro y contribue un peu... ?